

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2022/31320]

**11 MAART 2022. — Besluit van de Vlaamse Regering over een mondkmaskerplicht
in het openbaar vervoer en in de zorginstellingen. — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* van 11 maart 2022, 2e editie, werd op bladzijde 19678 e.v. bovengenoemd besluit gepubliceerd.

Onderaan dit besluit moet de titel en de naam van minister Peeters toegevoegd worden:

De Vlaamse minister van Mobiliteit en Openbare Werken,
L. PEETERS

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2022/31320]

**11 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif à l'obligation de port du masque buccal
dans les transports en commun et dans les établissements de soins. — Erratum**

À la page 19678 et suiv. du *Moniteur belge* du 11 mars 2022, 2e édition, l'arrêté précité a été publié.

Le titre et le nom de la ministre Peeters doivent être ajoutés au bas de cet arrêté :

La Ministre flamande de la Mobilité et des Travaux publics,
L. PEETERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/201572]

**10 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'exécution du décret du 21 octobre 2021 portant création
d'une UAP de type 1 « Fonds post COVID-19 de rayonnement de la Wallonie »**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 21 octobre 2021 portant création d'une UAP de type 1 « Fonds post Covid-19 de rayonnement de la Wallonie », les articles 5, 7, 8 et 9;

Vu le rapport du 4 janvier 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 mars 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 mars 2021;

Vu l'avis 70.428/4 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} décembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définition*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret : le décret du 21 octobre 2021 portant création d'une UAP de type 1 " Fonds post Covid-19 de rayonnement de la Wallonie ";

2° le Ministre : le Ministre-Président;

3° le service : le Secrétariat général du Service public de Wallonie.

CHAPITRE 2. — *Fonctionnement du Fonds*

Art. 2. Le Fonds est géré par le service.

Art. 3. § 1^{er}. Ne peuvent faire l'objet d'une intervention du Fonds, les appels à projets ou subventions émanant de candidat ou de soumissionnaire :

1° ayant fait l'objet d'une condamnation pour tout crime ou délit relevant de la traite des êtres humains, de corruption ou de blanchiment;

2° ne satisfaisant pas à ses obligations relatives au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale sauf :

a) lorsque le montant impayé ne dépasse pas le montant de 3.000 euros;

b) ou lorsque le candidat ou le soumissionnaire peut démontrer qu'il possède à l'égard d'un pouvoir adjudicateur ou d'une entreprise publique une ou des créances certaines, exigibles, libres de tout engagement à l'égard de tiers et équivalentes à 3.000 euros près;

3° étant en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire.

Les exigences présentées à l'alinéa 1^{er} sont certifiées au moyen d'une déclaration sur l'honneur remise par le candidat ou le soumissionnaire au service.

§ 2. Le Ministre peut fixer des critères de sélection supplémentaires spécifiques à chaque initiative pouvant faire l'objet d'une subvention ou d'un appel à projets par le Fonds pour juger de sa recevabilité.

Art. 4. Le Ministre définit l'objet des appels à projets, des subventions, et des marchés publics en accord avec les objectifs et sujets identifiés à l'article 7 du décret.

CHAPITRE 3. — Appel à projets et subventions

Section 1^{ère}. — Conditions d'octroi des subventions

Art. 5. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre lance au moins un appel à projets par an en vue de sélectionner les activités correspondant aux objectifs décrits à l'article 7 du décret.

Lorsque des besoins spécifiques et urgents apparaissent après le lancement des appels à projets visés à l'alinéa 1^{er}, en lien avec les objectifs visés à l'article 7, du décret, le Ministre peut lancer un appel à projets spécifique dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

§ 2. Le Ministre définit les modalités d'organisation des appels à projets.

Le Ministre définit les dates de lancement des appels à projets en tenant compte des budgets disponibles.

L'appel à projets est publié sur le site portail du service.

Le Ministre définit les dates d'introduction des dossiers après le lancement des appels à projets.

§ 3. Les projets sont sélectionnés comme suit :

1° le Ministre fixe les conditions d'admissibilité et d'éventuels critères de sélection spécifiques à chaque projet, ainsi que, le cas échéant, une pondération, en tenant compte :

a) des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à sa viabilité et au bon fonctionnement du projet;

b) de la gestion financière et des ressources humaines du demandeur;

2° par la vérification de la pertinence des projets au regard des objectifs visés à l'article 7, du décret.

3° le comité de sélection en charge de la sélection des projets est composé de représentants du Ministre, des administrations et d'acteurs concernés par les thématiques visées dans les appels à projet et désignés par le Ministre.

Aucun membre ne siège au sein du comité de sélection si ses intérêts personnels ou ceux de l'organisme qu'il représente sont susceptibles d'entrer en concurrence avec la mission du Fonds.

§ 4. La sélection des projets a lieu dans les deux mois de la date limite de remise des projets prévus au sein de l'appel à projets.

Le Ministre peut compléter les procédures de sélection, visées au § 3, et ajouter des conditions supplémentaires purement procédurales à l'appel à projets.

Art. 6. Est exclue du bénéfice des subventions :

1° la personne physique ou morale poursuivant, par son activité des buts publicitaires;

2° l'activité qui est déjà entièrement subventionnée par un pouvoir public.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, si d'autres subventions publiques couvrent partiellement le financement de l'activité, la personne physique ou morale dont le projet a été sélectionné peut bénéficier de subventions pour le solde du financement de son projet.

Art. 7. La demande dans le cadre d'un appel à projets ou d'une initiative pouvant donner lieu à une subvention est adressée au service. Elle est signée par le demandeur ou par son représentant légal.

Si la demande est signée par un mandataire, sa signature est précédée de la mention des personnes qui l'ont mandaté.

Une demande conjointe peut être introduite par plusieurs personnes morales ou physiques.

Art. 8. Les initiatives pouvant donner lieu à une subvention sont sélectionnées comme suit :

1° le Ministre fixe les conditions d'admissibilité et d'éventuels critères de sélection spécifiques à chaque projet, ainsi que, le cas échéant, une pondération, en tenant compte :

a) des moyens matériels, humains et financiers nécessaires à sa viabilité et au bon fonctionnement du projet;

b) de la gestion financière et des ressources humaines du demandeur;

2° par la vérification de la pertinence des projets au regard des objectifs visés à l'article 7, du décret.

Art. 9. La sélection des projets a lieu dans les deux mois de la date à laquelle la demande de subvention a été introduite.

Art. 10. Le service notifie au demandeur la décision motivée statuant sur la demande de subvention introduite et fixant, s'il y a droit, le montant de la subvention endéans les deux mois du dépôt de la demande ou de la date limite de remise des projets.

Section 2. — Paiement des subventions liées à l'appel à projet

Art. 11. Le bénéficiaire transmet au service, un rapport sur le projet réalisé ou sur l'état d'avancement du projet réalisé pendant l'année civile précédente, dont le modèle et le délai sont déterminés par le Ministre.

Le ministre peut réclamer des informations complémentaires aux bénéficiaires afin d'identifier les besoins complémentaires.

Art. 12. La subvention est liquidée en trois tranches :

1° une première tranche, correspondant à une avance égale à 50 % du montant total de la subvention, est liquidée dès la notification de l'arrêté fixant l'octroi de la subvention;

2° une deuxième tranche, égale à 25 % du montant total de la subvention, est liquidée endéans les deux mois de la réception d'un rapport intermédiaire de l'activité subventionnée;

3° le solde est liquidé endéans les deux mois de l'examen des pièces justificatives et après réception du rapport définitif de l'activité subventionnée.

Section 3. — Comité d'accompagnement

Art. 13. Un comité d'accompagnement est convoqué par le service au cours de la période de subvention.

Le Comité d'accompagnement est chargé de contrôler la conformité des activités prévues dans le projet par rapport aux dispositions du présent arrêté et aux objectifs précisés à l'article 7 du décret.

Le service responsable est chargé de la rédaction du procès-verbal.

Art. 14. La composition du Comité d'accompagnement est définie par le Ministre et reprend au minimum :

- le Ministre ou son représentant;
- la Secrétaire générale du Service public de Wallonie ou son représentant;
- un expert ayant une expérience probante selon le thème de l'appel à projets et désigné par le Ministre.

Section 5. — Le contrôle

Art. 15. Pour obtenir le solde de la subvention, le bénéficiaire envoie un dossier justificatif de l'emploi de la subvention dans le délai déterminé par le ministre qui suit la clôture ou le terme du projet subventionné. Passé ce délai, sauf cas de force majeure ou circonstance exceptionnelles dûment justifiées par écrit, la demande de liquidation de la subvention est jugée irrecevable.

Le dossier justificatif est adressé au service.

Art. 16. Le dossier justificatif visé à l'article 15 est constitué comme suit :

1° un compte détaillé présentant l'ensemble des recettes et des dépenses liées aux missions réalisées dans le cadre de la présente subvention;

2° une attestation sur l'honneur émanant du responsable financier de l'association certifiant que les dépenses présentées en justification de cette subvention ne font l'objet d'aucun autre subside public;

3° les productions écrites ou visuelles ou la mention du site internet consultable;

4° un rapport d'activité final couvrant la totalité de la période de subvention.

Section 5. — Les sanctions et recours

Art. 17. Lorsque le bénéficiaire ne respecte pas ses obligations prévues par le décret et par le présent arrêté, la part de la subvention qui lui est due est diminuée proportionnellement à la gravité du non-respect de ces obligations et aux conséquences financières de l'irrégularité.

Le Ministre peut préciser le mode de calcul de la diminution.

Art. 18. § 1^{er}. Le recours visé à l'article 9, du décret, est introduit auprès du service dans un délai de 30 jours à partir du lendemain de la date de la notification de la décision par envoi postal au soumissionnaire concerné.

§ 2. Le recours est signé et comprend au minimum les informations suivantes :

1° les nom, prénom et adresse du requérant;

2° si le requérant est une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que les nom, prénom, adresse et qualité de la personne mandatée pour introduire le recours;

3° les références, l'objet et la date de la décision attaquée;

4° les moyens développés à l'encontre de la décision attaquée;

5° une copie de la décision attaquée.

§ 3. Le requérant peut, s'il en fait la demande dans le recours, être entendu par le service dans les formes prévues par le Ministre.

§ 4. L'Administration envoie au Ministre le recours introduit, ainsi qu'un projet de décision dans un délai de quarante jours à dater de la réception du recours.

Art. 19. Simultanément à l'envoi de la décision, le Ministre envoie une copie de sa décision :

1° à l'Administration;

2° au requérant.

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain du jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 21. Le Ministre-Président est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 mars 2022.

Pour le Gouvernement,
Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/201572]

10 MAART 2022. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de uitvoering van het decreet van 21 oktober 2021 tot oprichting van een "UAP" (Waalse openbare bestuursseenheid) van het type 1 "Post-COVID-19-Fonds voor de uitstraling van Wallonië"

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 21 oktober 2021 tot oprichting van een "UAP" (Waalse openbare bestuursseenheid) van het type 1 "Post-COVID-19-Fonds voor de uitstraling van Wallonië", de artikelen 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het rapport van 4 januari 2021 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 maart 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 maart 2021;

Gelet op het advies nr. 70.428/4 van de Raad van State, gegeven op 1 december 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-Président;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 21 oktober 2021 tot oprichting van een "UAP" (Waalse openbare bestuursseenheid) van het type 1 "Post-Covid-19 Fonds voor de uitstraling van Wallonië";

2° de Minister : de Minister-Président;

3° de dienst : het secretariaat-generaal van de Waalse Overheidsdienst.

HOOFDSTUK 2. — *Werking van het Fonds*

Art. 2. Het Fonds wordt door de dienst beheerd.

Art. 3. § 1. Een tegemoetkoming uit het Fonds kan niet worden verkregen voor oproepen tot het indienen van projecten of subsidies uitgaande van kandidaten of inschrijvers :

1° die het voorwerp hebben uitgemaakt van een veroordeling voor een misdaad of misdrijf inzake mensenhandel, corruptie of witwassen;

3° die niet voldoen aan hun verplichtingen inzake het betalen van belastingen of retributies of bijdragen in de sociale zekerheid behalve :

a) wanneer het onbetaald bedrag minder bedraagt dan 3.000 euro;

b) of wanneer de kandidaat of inschrijver kan aantonen dat hij niet overstaat van een aanbestedende overheid of een publieke onderneming over vaststaande, opeisbare, en niet jegens derden verschuldigde schuldvorderingen ter waarde van tot op 3 000 EUR beschikt;

3° die in staat van faillissement of van vereffening verkeren, hun werkzaamheden hebben gestaakt, een gerechtelijke reorganisatie ondergaan, of aangifte hebben gedaan van hun faillissement, of ten aanzien van wie een procedure van vereffening of gerechtelijke reorganisatie loopt.

De in lid 1 vastgestelde eisen worden gecertificeerd aan de hand van een verklaring op erewoord die door de kandidaat of de inschrijver aan de dienst wordt overgelegd.

§ 2. De Minister kan aanvullende selectiecriteria vaststellen die specifiek zijn voor elk initiatief dat in aanmerking komt voor een subsidie of een oproep tot het indienen van projecten door het Fonds, teneinde de ontvankelijkheid ervan te beoordelen.

Art. 4. De Minister stelt het voorwerp vast van de oproepen tot het indienen van projecten, subsidies en overheidsopdrachten overeenkomstig de doelstellingen en onderwerpen die zijn omschreven in artikel 7 van het decreet.

HOOFDSTUK 3. — *Oproep tot het indienen van projecten en subsidies*

Afdeling 1. — Voorwaarden voor de toekenning van de subsidies

Art. 5. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten doet de Minister ten minste één oproep tot het indienen van projecten per jaar met het oog op de selectie van de activiteiten die overeenstemmen met de in artikel 7 van het decreet omschreven doelstellingen.

Wanneer zich na het opstarten van de in lid 1 bedoelde oproepen tot het indienen van projecten specifieke en dringende behoeften voordoen in verband met de in artikel 7 van het decreet bedoelde doelstellingen, kan de Minister binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten een specifieke oproep tot het indienen van projecten doen.

§ 2. De Minister stelt de nadere regels vast voor de organisatie van oproepen tot het indienen van projecten.

De Minister bepaalt de data voor het opstarten van de oproepen tot het indienen van projecten, rekening houdend met de beschikbare begrotingen.

De oproep tot het indienen van projecten wordt gepubliceerd op de portaalsite van de dienst.

De Minister stelt de data vast voor de indiening van de aanvragen na het opstarten van de oproepen tot het indienen van projecten.

§ 3. Projecten worden als volgt geselecteerd :

1° de Minister bepaalt de subsidiabiliteitsvoorwaarden en de eventuele specifieke selectiecriteria voor elk project, alsook een weging, in voorkomend geval, rekening houdend met:

a) de materiële, personele en financiële middelen die nodig zijn voor de levensvatbaarheid en het goede functioneren van het project;

b) het financieel beheer en de personele middelen van de aanvrager;

2° door de relevantie van de projecten ten opzichte van de doelstellingen bedoeld in artikel 7 van het decreet na te gaan.

3° het selectiecomité dat belast is met de selectie van de projecten is samengesteld uit vertegenwoordigers van de Minister, van de administraties en van de actoren die betrokken zijn bij de thema's waarop de projectoproepen betrekking hebben en die door de Minister worden aangewezen.

Geen enkel lid mag zitting hebben in het selectiecomité indien zijn persoonlijke belangen of die van de instelling die hij vertegenwoordigt, in strijd kunnen zijn met de opdracht van het Fonds.

§ 4. De selectie van de projecten vindt plaats binnen twee maanden na de uiterste datum voor de indiening van projecten in het kader van de oproep tot het indienen van projecten.

De Minister kan de in paragraaf 3 bedoelde selectieprocedures aanvullen en aan de oproep tot het indienen van projecten aanvullende louter procedurele voorwaarden toevoegen.

Art. 6. Komt niet in aanmerking voor de subsidies :

1° de natuurlijke of rechtspersoon die via zijn activiteit publicitaire doeleinden heeft;

2° de activiteit die reeds door een openbare overheid gesubsidieerd wordt.

Wat betreft het eerste lid, 2°, kan de natuurlijke of rechtspersoon waarvan het project gekozen is, subsidies genieten voor het saldo van de financiering van zijn project, indien andere openbare subsidies de financiering van de activiteit gedeeltelijk dekken.

Art. 7. De aanvraag in het kader van een oproep tot het indienen van projecten of een initiatief dat aanleiding kan geven tot een subsidie wordt aan de dienst toegezonden. Ze wordt ondertekend door de aanvrager of zijn wettelijke vertegenwoordiger.

Indien de aanvraag wordt ondertekend door een mandataris, moet diens handtekening worden voorafgegaan door de namen van de personen die hem hebben gemachtigd.

Een gezamenlijke aanvraag kan worden ingediend door meerdere rechtspersonen of natuurlijke personen.

Art. 8. De initiatieven die voor een subsidie in aanmerking komen, worden als volgt geselecteerd :

1° de Minister bepaalt de subsidiabiliteitsvoorwaarden en de eventuele specifieke selectiecriteria voor elk project, alsook een weging, in voorkomend geval, rekening houdend met :

a) de materiële, personele en financiële middelen die nodig zijn voor de levensvatbaarheid en het goede functioneren van het project;

b) het financieel beheer en de personele middelen van de aanvrager;

2° door de relevantie van de projecten ten opzichte van de doelstellingen bedoeld in artikel 7 van het decreet na te gaan.

Art. 9. De selectie van de projecten vindt plaats binnen twee maanden na de datum waarvoor de subsidieaanvraag is ingediend.

Art. 10. De dienst stelt de aanvrager binnen twee maanden na de indiening van de aanvraag of de uiterste datum voor de indiening van projecten in kennis van de met redenen omklede beslissing over de ingediende subsidieaanvraag en, in voorkomend geval, van het bedrag van de subsidie.

Afdeling 2. — Betaling van subsidies in verband met de oproep tot het indienen van projecten

Art. 11. De begunstigde zendt de dienst een verslag over het uitgevoerde project of over de voortgang van het project dat in het afgelopen kalenderjaar is uitgevoerd, waarvan het model en de termijn door de Minister worden vastgesteld.

De Minister kan de begunstigten om aanvullende informatie verzoeken teneinde aanvullende behoeften vast te stellen.

Art. 12. De subsidie wordt in drie schijven uitbetaald :

1° een eerste schijf, overeenstemmend met een voorschot gelijk aan 50 % van het totale bedrag van de subsidie, wordt uitbetaald zodra het besluit tot toekenning van de subsidie is meegedeeld;

2° een tweede schijf, gelijk aan 25 % van het totale bedrag van de subsidie, wordt uitbetaald binnen de twee maanden na ontvangst van een tussentijds verslag over de gesubsidieerde activiteit;

3° het saldo wordt uitbetaald binnen twee maanden na het onderzoek van de bewijsstukken en na ontvangst van het eindverslag over de gesubsidieerde activiteit.

Afdeling 3. — Begeleidingscomité

Art. 13. Tijdens de subsidieperiode wordt door de dienst een begeleidingscomité bijeengeroepen.

Het begeleidingscomité heeft tot taak erop toe te zien dat de in het kader van het project geplande activiteiten in overeenstemming zijn met de bepalingen van dit besluit en met de in artikel 7 van het decreet omschreven doelstellingen.

De verantwoordelijke dienst is verantwoordelijk voor het opstellen van de notulen.

Art. 14. De samenstelling van het begeleidingscomité wordt vastgesteld door de Minister en omvat ten minste :

- de Minister of diens afgevaardigde;

- de secretaris-generaal van de Waalse Overheidsdienst of de door hem aangewezen ambtenaar;

- een deskundige met overtuigende ervaring in functie van het thema van de projectoproep en aangewezen door de Minister.

Afdeling 5. — Controle

Art. 15. Om het saldo van de subsidie te verkrijgen, moet de begunstigde een dossier indienen waarin het gebruik van de subsidie wordt verantwoord binnen de door de Minister vastgestelde termijn na de afsluiting of het einde van het gesubsidieerde project. Na deze termijn wordt het verzoek om betaling van de subsidie als onontvankelijk beschouwd, behalve in gevallen van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden die naar behoren schriftelijk zijn gemotiveerd.

Het verantwoordingsdossier wordt naar de dienst gestuurd.

Art. 16. Het in artikel 15 bedoelde verantwoordingsdossier omvat het volgende:

1° een gedetailleerde rekening van alle inkomsten en uitgaven met betrekking tot de opdrachten die in het kader van deze subsidie worden uitgevoerd;

2° een verklaring op erewoord van de financieel verantwoordelijke van de vereniging waaruit blijkt dat de uitgaven die ter verantwoording van deze subsidie worden voorgelegd, niet door een andere overheidssubsidie worden gedekt;

3° schriftelijke of visuele producties of vermelding van de website die kan worden geraadpleegd;

4° een definitief activiteitenverslag over de gehele subsidieperiode.

Afdeling 5. — Sancties en beroepen

Art. 17. Indien de begunstigde de krachtens het decreet en dit besluit op hem rustende verplichtingen niet nakomt, wordt het hem toekomende subsidiegedeelte verlaagd naar evenredigheid van de ernst van de niet-nakoming van deze verplichtingen en de financiële consequenties van de onregelmatigheid.

De Minister kan de wijze van berekening van de vermindering nader bepalen.

Art. 18. § 1. Het in artikel 9 van het decreet bedoelde beroep moet bij de dienst worden ingesteld binnen 30 dagen te rekenen vanaf de dag na de datum waarop de betrokken inschrijver per post van de beslissing in kennis is gesteld.

§ 2. Het beroep wordt ondertekend en bevat ten minste de volgende informatie :

1° de naam, voornaam en het adres van de aanvrager;

2° als de verzoeker een rechtspersoon is, zijn benaming of handelsnaam, zijn rechtsvorm, het adres van de maatschappelijke zetel, alsook de naam, de voornaam, het adres en de hoedanigheid van de persoon die het beroep mag instellen;

3° de referenties, het voorwerp en de datum van de bestreden beslissing;

4° de tegen de bestreden beslissing aangevoerde middelen;

5° een afschrift van de bestreden beslissing.

§ 3. De verzoeker kan, indien hij er in zijn beroep om verzoekt, worden gehoord door de dienst binnen de vereiste vormen bepaald door de Minister.

§ 4. De Administratie zendt het ingestelde beroep, samen met een ontwerp van beslissing, binnen veertig dagen na ontvangst van het beroep naar de Minister.

Art. 19. Gelijktijdig met de toezending van de beslissing zendt de Minister een afschrift van zijn beslissing aan:

1° de Administratie;

2° de verzoeker.

HOOFDSTUK 4. — Slotbepalingen

Art. 20. Dit besluit treedt in werking de dag na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 21. De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 maart 2022.

Voor de Regering,
De Minister-President,
E. DI RUPO

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2022/30827]

Personeel. — Mobiliteit

Bij koninklijk besluit van 23 januari 2022 wordt de heer Bart GOTLIEB, rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Financiën, via federale mobiliteit overgeplaatst in een betrekking van de klasse A1, met de titel van attaché bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken in een betrekking van het Nederlandse taalkader, met ingang van 1 januari 2022.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2022/30827]

Personnel. — Mobilité

Par arrêté royal du 23 janvier 2022, Monsieur Bart GOTLIEB, agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Finances, est transféré, par mobilité fédérale, dans une fonction de la classe A1 avec le titre d'attaché au Service public fédéral Intérieur, dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} janvier 2022.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 BRUXELLES.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2022/31053]

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 1 februari 2022, wordt mevrouw Goele CUMS benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken in een betrekking van het Nederlands taalkader, met ingang van 14 oktober 2021.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat, 33 te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2022/31053]

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 1 février 2022, Madame Goele CUMS, est nommée agent de l'Etat dans la classe A1 au Service Public Fédéral Intérieur dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 14 octobre 2021.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 BRUXELLES.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2022/31097]

Korpschef van de lokale politie. — Hernieuwing mandaat

Bij koninklijk besluit van 23 december 2021 wordt het mandaat van de heer Michel GOOVAERTS als korpschef van de lokale politie van de politiezone BRUSSEL HOOFDSTAD ELSENE voor een termijn van vijf jaar hernieuwd, met ingang van 1 januari 2022.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2022/31097]

Chef de corps de la police locale. — Renouvellement de mandat

Par arrêté royal du 23 décembre 2021, le mandat de Monsieur Michel GOOVAERTS en tant que chef de corps de la police locale de la zone de police BRUXELLES CAPITALE IXELLES est renouvelé pour un terme de cinq ans, à partir du 1^{er} janvier 2022.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2022/31074]

Huis-aan-huis collecte. — Vergunning

Bij koninklijk besluit van 10 maart 2022 genomen krachtens het koninklijk besluit van 22 september 1823 houdende bepalingen nopens het doen van collecten in de kerken en aan de huizen, is vergunning verleend aan de vereniging zonder winstoogmerk «Oxfam-Solidariteit» te Brussel om van 1 juni 2022 tot en met 31 mei 2023 in het gehele land een huis-aan-huis collecte van giften via een permanente domiciliëringsopdracht te organiseren.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2022/31074]

Collecte à domicile. — Autorisation

Par arrêté royal du 10 mars 2022 pris en vertu de l'arrêté royal du 22 septembre 1823 contenant des dispositions à l'égard des collectes dans les églises et à domicile, l'association sans but lucratif « Oxfam-Solidarité » à Bruxelles est autorisée à organiser une collecte à domicile de dons via un ordre permanent de domiciliation bancaire, dans tout le pays, du 1^{er} juin 2022 au 31 mai 2023 inclus.